

Accord sur les migrants : et au fait, si la Turquie avait été dans l'Europe, il se serait passé quoi ?



La question de la façon dont auraient été gérés les crises et conflits actuels (les migrants, la Syrie) si la Turquie avait été membre de l'UE se pose.

Avec Roland
Hureaux

Atlantico : Vendredi, La Turquie et l'UE ont conclu un accord de principe visant à régler la crise migratoire sans précédent que nous connaissons actuellement. Depuis le début des négociations à ce sujet, la Turquie était en position de force et essayait d'en tirer profit. En imaginant que la Turquie soit un membre de l'Union Européenne, en quoi le rapport de force en aurait été changé ?

Roland Hureaux : L'hypothèse que la Turquie pourrait être dans l'Union européenne demeure théorique. Si tel était le cas, la Turquie serait autre chose que ce qu'elle est et l'Union européenne aussi. La Turquie aurait évacué Chypre, elle serait un vrai état démocratique, vraiment laïc où les femmes et les minorités religieuses seraient respectées. Dans ce cas, je pense qu'elle n'aurait pas fait la guerre à ses voisins, Syrie et Irak, par djihadistes interposés et, puisqu'il n'y aurait pas de guerre, le problème des réfugiés ne se poserait pas. **La Turquie ne penserait pas non plus à islamiser l'Europe en nous envoyant des "migrants". Et si nous l'avions admise malgré les mauvaises dispositions qui sont les siennes aujourd'hui, dans ce cas, elle serait encore davantage en position de force** : elle aurait atteint son objectif qui est de peser dans les affaires européennes de tout son poids, celui de ses 80 millions d'habitants et celui de son absence de vergogne dans un club trop bien élevé pour lui parler aussi fort qu'il faudrait, comme on l'a vu quand Erdogan est venu attaquer grossièrement, sans que personne ne proteste, la France et l'Europe dans des réunions à Strasbourg et à Bruxelles le 4 octobre 2015. **Si nous avions admis la Turquie telle quelle, nous serions en état de "soumission", au sens que Houellebecq donne à ce mot.** Les commentateurs de la négociation qui vient de se terminer ont laissé supposer que la Turquie était en position de force. C'est faux : elle ne l'est que dans la tête des Européens qui n'osent pas envenimer le débat face à un interlocuteur sans scrupules.

La qualité d'Etat candidat lui confère des avantages considérables : des *subsidies* par milliards et un accès privilégié aux marchés européens pour ses productions. **Il aurait été simple pour l'Union européenne de menacer de retirer ces avantages si la Turquie n'obtempérait pas sur deux points : cesser de permettre aux djihadistes du monde entier de rentrer en Syrie en passant chez elle (et nulle part ailleurs) pour y entretenir la guerre et faire cesser le départ des migrants, réfugiés ou pas, vers l'Europe.**

Deux questions fondamentales n'ont pas été posées au cours des discussions ou très peu : celle du contrôle des passeurs dont tout

laisse penser qu'ils sont proches du pouvoir turc, par réseaux mafieux interposés et celle de l'origine réelle des migrants : contrairement à ce que dit Erdogan (et que personne ne semble contredire), ces migrants ne sont pas, pour l'essentiel, les deux millions et demi de réfugiés syriens de la frontière syro-turque : ceux là, qui vivent dans une grande misère et qui n'ont pas les moyens de payer les passeurs, la Turquie les garde. Ceux qui transitent sont des gens que l'on va chercher dans tout le Proche-Orient et en particulier à Damas. Ils transitent par le Liban puis prennent l'avion vers la côte ouest de la Turquie, puis le bateau. Cela leur coûte entre 5 et 10 000 €, ce qui veut dire qu'ils les ont. Tout cela est organisé par la mafia turque, en complicité quasi-certaine avec les services secrets turcs et donc le gouvernement d'Erdogan.

La même mafia, en lien directe avec le fils d'Erdogan, revendait au marché noir le pétrole de Daech. Les bombardements russes ont mis fin à ce trafic lucratif. Mais pas à celui des réfugiés.

La seule force d'Erdogan est la lâcheté des Européens qui, soit ont peur de troubles dans les banlieues qui pourraient être déclenchés par lui (il en aurait menacé Hollande), soit sont subjugués par la puissance du lobby turc en Europe occidentale qui corrompt autant qu'il le peut nos classes dirigeantes. Voyez par exemple sur Internet qui appartient aujourd'hui à l'Institut du Bosphore. Il va de soi que ces raisons qui poussent à céder à Erdogan sont inacceptables.

C'est ainsi qu'on a abouti à un accord qui ne remet pas vraiment en cause les intérêts des passeurs : les migrants refusés par la Grèce (au terme d'un préjugement au cas par cas sur leur qualité de réfugié difficile à mettre en oeuvre) et qui ont déjà payé seront refoulés et, en principe, la Turquie les reprendra, mais il n'est pas dit aussi clairement que personne ne partira plus de la Turquie. On fait mine de croire qu'Erdogan, lui-même submergé, ne contrôle pas entièrement le passage. J'en doute.

Il faut prendre en compte aussi que des gens, à Berlin ou à Bruxelles, continuent de vouloir que ces migrants viennent chez nous par un calcul démographique absurde qui conduit à vouloir assurer l'équilibre des régimes de retraites en remplaçant les enfants européens qui ne naissent pas par des immigrés, au risque de causer de graves tensions sociales. Cette philosophie règne au plus haut niveau : au sommet de Davos, le FMI et l'OCDE se sont fendus de rapports tendant à démontrer que cette vague de migrants était une grande chance économique pour l'Europe. C'est très significatif de la nature des forces mondiales qui poussent ces migrations, les mêmes en gros qui ont suscité la guerre au Proche-Orient.

Pour autant, compte-tenu du principe de libre circulation, n'est-il pas plus probable que le projet européen aurait volé en éclats depuis longtemps face à l'ampleur de la vague migratoire actuelle si la Turquie avait été membre de l'UE ?

Je vous ai dit que si la Turquie avait été admise dans l'Union européenne - et l'espace Schengen -, on peut supposer quelle ne serait pas allée chercher des migrants au Proche-Orient pour nous les envoyer.

Quant au projet de libre-circulation, il semble qu'il vole en éclats par lui-même, sous les coups de boutoir de la vague migratoire organisée par Ankara, mais aussi par la résistance d'un certain nombre de pays qui ne sont pas dans les mêmes dispositions accueillantes que Merkel : Pologne, Hongrie, Slovaquie, Croatie, Autriche et maintenant Grèce. Même la Belgique ferme la frontière française, de manière très théorique il est vrai. Les dirigeants des petits pays que je citais n'ont pas perdu la tête comme Donald Trump en soupçonnant Angela Merkel, peut-être pas sans motifs.

La Turquie a obtenu, en échange de promesses sur l'accueil des migrants refoulés, trois grands avantages : quelques milliards, une promesse de réouverture des négociations d'entrée dans l'UE (qui reste heureusement très théorique), mais surtout le droit d'entrée sans visa de ses ressortissants sur le territoire européen. Et cela pourrait à terme poser des problèmes encore plus graves que l'arrivée des réfugiés compte tenu de la situation économique tendue de la Turquie, surtout dans sa partie orientale. Heureusement, elle n'a pas obtenu que l'Europe la soutienne dans son combat contre la rébellion kurde du PKK. Or, même sans la guerre au Proche-Orient, la possibilité d'une émigration massive turque pose à elle seule des problèmes. C'est pourquoi il n'avait jamais été envisagé jusqu'ici que la Turquie soit dans l'espace Schengen. Je pense cependant que les Européens ont inutilement envenimé la négociation en posant avec insistance le problème du recul, bien réel, de la démocratie en Turquie. **La politique étrangère commune est depuis toujours polluée par la morale (ce qui n'empêche pas la même Europe de déclencher des guerres meurtrières, comme l'a dit Helmut Schmidt).** Je préférerais une position de négociation qui soit : les Turcs sont maîtres chez eux mais en contrepartie, ils s'arrangent pour ne pas nous poser de problèmes, à eux de voir comment.

Je crois aussi que la complicité européenne dans le déclenchement des guerres de Syrie et d'Irak interdit aux négociateurs européens, et c'est dommage, de dire au gouvernement turc qui se pose en victime : c'est vous qui avez joué le premier rôle pour envenimer le conflit syrien, tant pis pour vous. Il faut le dire une fois pour toute : ces réfugiés, c'est nous qui sommes allés les chercher en suscitant la guerre.

J'ajoute que, en ne levant pas les sanctions contre la Syrie, l'Europe continue d'alimenter le flux. Ces sanctions sont particulièrement cruelles puisqu'elles empêchent de livrer des médicaments au peuple syrien. Elles sont une des raisons pour lesquelles les gens veulent partir.

Depuis le début de la crise syrienne, la politique étrangère turque souffre de nombreuses erreurs d'appréciation. L'ambiguïté et le manque de réalisme de la Turquie ont notamment été constatés dans sa complaisance vis-à-vis de l'Etat islamique mais aussi dans son attitude vis-à-vis de la Russie, la Turquie étant allée jusqu'à abattre un avion russe. Le fait que la Turquie ne soit pas membre de l'UE ne porte-t-il pas préjudice au règlement des crises qui secouent l'Europe et le Moyen-Orient ? En d'autres termes,

L'UE n'aurait-elle pas davantage pu influencer, voire contrôler, le jeu de la Turquie si elle avait compté cette dernière parmi ses membres ?

La Turquie n'a fait aucune erreur d'appréciation, sauf peut-être en ayant abattu un avion russe dans des conditions pas encore élucidées, j' y reviendrai. Erdogan voulait du mal au régime Assad en Syrie tout simplement parce qu'il rêve de rétablir l'influence turque sur le monde arabe, en commençant par le pays le plus proche où il espérait placer un gouvernement vassal. Il a donc décidé avec d'autres (les Etats-Unis, l'Arabie saoudite, le Qatar et peut-être Israël, plus la France, le Royaume-Uni et l'Allemagne) le renversement du régime d'Assad. **Quelle autre manière de le faire que de susciter et d'alimenter une révolte islamiste ?**

Il a depuis le début soutenu Daech à la fois contre Assad et contre les Kurdes et continue sans doute à le faire malgré ses dénégations.

Pourquoi ne le ferait-il pas ? Les gens de Daech se réfèrent à la même idéologie que lui, celles de Frères musulmans, dont on dit qu'il serait membre. Cette idéologie est simple : retour à la charia des origines et conquête du monde par des moyens politico-militaires pour qu'il soit entièrement islamisé.

Erdogan, qu'il ne faut pas confondre avec la Turquie car une bonne moitié des Turcs est excédée par cette politique, veut aussi du mal à l'Europe, en tout cas à l'Europe chrétienne. Là aussi il a la nostalgie de la présence de l'empire turc dans les Balkans et il rêve en plus de prendre la revanche sur les batailles de Lépante et de Vienne où la chrétienté avait arrêté l'invasion turque de l'Europe. Envoyer le maximum de musulmans en Europe pour la déstabiliser et y accélérer le jour où l'islam y sera majoritaire, répond sans nul doute à une politique délibérée .

Pour contrôler le jeu de la Turquie, il faut savoir ce qu'on veut, ne pas avoir perdu ses réflexes élémentaires de survie et avoir du courage. La question se pose de la même manière que la Turquie soit en dedans ou en dehors de l'Union européenne.

En revanche, ce qui handicape vraiment la solution du problème turc est que la Turquie soit membre de l'OTAN, ce qui lui vaut le soutien total des Etats-Unis contre l'Europe. Et cela est très fâcheux.

S'il n'a pas commis d'erreur majeure par rapport à ses desseins véritables, Erdogan n'en est pas moins déstabilisé par la crise économique (aggravée par les sanctions russes), par le réveil du problème kurde qu'il a lui-même créé en mettant le désordre en Syrie, par l'existence chez lui d'une minorité alévi proche des Alaouites de Syrie auxquels appartient Assad, et surtout par l'intervention russe en Syrie qui a affaibli ses protégés islamistes.

On ne sait pas pourquoi il a pris le risque d'abattre un avion russe, probablement sur le territoire syrien. Il n'est pas sûr qu'il ne commence pas à dérailler. Il n'est pas sûr non plus que certaines puissances ne l'aient pas entraîné dans cette provocation pour envenimer la situation car pour effectuer cette opération, il fallait des moyens techniques que la Turquie n'a pas. Ce qui est sûr, c'est qu'il l'a payé cher en termes économiques.

Précisément parce qu'il est en difficulté, Erdogan est dangereux mais il ne servirait à rien de chercher à l'apaiser comme on a essayé d'apaiser Hitler dans les années trente. Il faut lui parler haut et fort surtout s'il ne respecte pas l'accord conclu le 18 mars qui n'est sans doute pas le meilleur mais qui a le mérite d'exister.

Si le processus de négociation pour une adhésion de la Turquie à l'UE a officiellement été lancé en 2005, il a connu de nombreux freins et semblait gelé depuis 5 ans. Ces négociations ont récemment été réactivées par l'UE. L'accord de principe du 18 mars promet notamment l'accélération des négociations d'adhésion et l'ouverture de certains chapitres qui étaient fermés. En quoi la relance du processus peut permettre d'infléchir la position turque sur le dossier des migrants et sur d'autres dossiers importants au sujet desquels l'UE et la Turquie ont de nombreuses divergences ? Ne s'agit il pas pour autant d'un jeu cynique de la part des Européens ?

Plus lâche que cynique en tous les cas. Le processus de négociations avait été arrêté pour toutes les raisons que j'indiquais plus haut et parce qu'en Europe, les opinions publiques lui sont très hostiles.

Il a permis à la Turquie de recevoir de nombreux avantages économiques, car on n'attend pas qu' un pays se joigne à l'Union européenne pour lui concéder les avantages. En tant que candidat, on peut dire qu'il a les avantages sans les inconvénients. Pour Erdogan, l'exigence de démocratie que suppose **cette candidature lui a servi à poursuivre son dessein d'islamiser la société turque tout en conjurant le risque de coup d'état militaire. Car l'armée turque n'est pas islamiste. Elle est encore kémaliste, c'est à dire laïque. Elle avait l'habitude de prendre le pouvoir chaque fois qu'un gouvernement islamiste élu voulait abandonner l'héritage laïc kémaliste, ce que fait aujourd'hui Erdogan, mais à l'abri du parapluie européen.** Erdogan a pu ainsi épurer l'armée et appliquer sa politique sans risquer de coup d'état.

Angela Merkel, pour des raisons qui restent à expliquer est allée soutenir ce dangereux personnage aux élections du 1er novembre dernier, que semble-t-il, malgré une tricherie massive, il risquait de perdre. Parmi les promesses qu'elle a faites (et que l'Europe a suivies sans moufter !) figurait la réouverture des négociations d'adhésion.

Pourquoi ce gros coup de pouce de Merkel à Erdogan ? Fascination pour la force intérieure d'Erdogan, beaucoup plus déterminé à faire triompher ses valeurs que Merkel à défendre les siennes, si tant est qu'elle en ait, ou, comme certains le croient, oukase des Etats -Unis ; autre hypothèse : l'influence d'Erdogan sur l'électorat turc en Allemagne, facteur important pour une femme qui n'a jamais

eu d'autre horizon qu'électoral. C'est un grand mystère.

Je rappelle que les liens entre la Turquie et l'Allemagne sont anciens. Ils étaient alliés pendant la Première Guerre mondiale. Le génocide arménien s'est passé sous les yeux des coopérants militaires de la Wehrmacht ; Hitler s'est explicitement référé au précédent du génocide arménien pour perpétrer la Shoah. Il a renvoyé les cendres de Talaat pacha, l'auteur principal du génocide à Istanbul. Ce personnage est toujours révééré en Turquie et Erdogan s'est récemment comparé à Hitler.

J'oserais dire que, face à un tel semeur de zizanie, une capitulation des Européens, ce serait Munich. Heureusement, Angela Merkel semble avoir changé d'avis car, aux dernières nouvelles, elle était une des plus remontées dans la négociation et on la comprend.

On aurait tort en tout cas d'imaginer la négociation entre l'Union européenne et la Turquie comme une partie de bras de fer entre deux camps qui défendraient féroceement leurs intérêts et où, dès lors, il serait intéressant de compter les cartes dont disposent l'un et l'autre. Non. Erdogan, lui, défend ses intérêts et les Européens ne défendent que mollement les intérêts européens et pour cause : une partie de ceux qui dirigent l'Europe, à Bruxelles, à Berlin ou ailleurs demeurent persuadés que l'intérêt de l'Europe, c'est que les migrants qui entrent sur le continent soient le plus nombreux possible, quelles que soient les protestations des peuples, mises au compte du "populisme". Si l'Europe semble aujourd'hui hausser le ton, c'est qu'il y a urgence politique, notamment dans l'opinion allemande qui est en train de se retourner, mais, sur le fond, la culture des gens de Bruxelles à la fois immigrationniste et philoturque n'a pas changé. Avouez que ce n'est pas le meilleur état d'esprit pour conduire une négociation.

Et puis cessons de parler d'entrée de la Turquie dans l'Union européenne.**La vérité c'est que, en dehors de quelques eurocrates qui rêvent d'ajouter 80 millions d'habitants à leur "empire" et de ceux qui ont été achetés par la Turquie, personne n'a jamais cru, et aujourd'hui moins que jamais, à cette perspective**, pas même Erdogan, pour les raisons que je vous ai dites et les Européens, bien que le sachant, n'ont pas osé dire non pour rester politiquement corrects et parce que les Etats-Unis font pression.